

Les déplacés de Media Luna
Enjeux et conséquences de l'implantation d'infrastructures minières chez les Wayùus de Colombie

The displaced of Media Luna
Issues and consequences of the implementation of mining projects among the Wayùus of Colombia

Los desplazados de Media Luna
Lógicas y consecuencias del establecimiento de infraestructuras mineras en el territorio wayùu (Colombia)

Lionel Simon

Volume 41, Number 2-3, 2011

« Relocalisations » et résilience autochtone

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1021619ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1021619ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Recherches amérindiennes au Québec

ISSN

0318-4137 (print)

1923-5151 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Simon, L. (2011). Les déplacés de Media Luna : enjeux et conséquences de l'implantation d'infrastructures minières chez les Wayùus de Colombie. *Recherches amérindiennes au Québec*, 41(2-3), 151–161. <https://doi.org/10.7202/1021619ar>

Article abstract

The inhabitants of Media Luna – a village located in the North of Guajira peninsula – were displaced in the beginning of the eighties. At that time, the construction work of the company *El Cerrejón* started with a preliminary phase which consisted in displacing the communities of Media Luna (in particular). These removals remain in the memory of the inhabitants as a time of violence and profound injustice. The houses and the cemeteries were displaced and the pasture lands were seized. This major event in the historical trajectory of these populations, in other words, this uprooting has had grave consequences. This article explores the factors which led to the denial of Wayùu's social and cultural reality during the negotiations over their territory and, analyzes the current situation of Media Luna inhabitants with regard to the consequences of their displacement.



Les déplacés de Media Luna

Enjeux et conséquences de l'implantation d'infrastructures minières chez les Wayùus de Colombie

Lionel Simon

Institut IACCHOS,
LAAP, Université
catholique de
Louvain, Belgique

LES WAYÛUS vivent en petites communautés dispersées spatialement sur la péninsule de la Guajira. Cette dernière, partagée entre la Colombie et le Venezuela, s'enfonce dans la mer des Caraïbes, tout au nord du continent sud-américain. Les Wayùus seraient entre deux et trois cent mille individus à vivre sur cette étendue semi-désertique¹.

Selon divers travaux consacrés aux habitants de la Guajira, le début des années 80 aura été un tournant majeur dans l'existence des populations autochtones. À cette époque débutent les travaux de construction des infrastructures de ce qui est aujourd'hui la plus grande mine de charbon à ciel ouvert du monde : El Cerrejón. Les gisements carbonifères se situent dans la partie la plus au sud de la péninsule de la Guajira (fig. 1). L'histoire de l'exploitation des richesses minières de cette région croise celle de ses habitants ancestraux de façon problématique. D'emblée considérés comme des dommages collatéraux – au mieux – ou comme des obstacles à la réalisation des intérêts de la nation – au pire –, les Wayùus ont été systématiquement déconsidérés lors des discussions concernant leur territoire. Cela mena à leur délocalisation forcée lors de la mise en place des infrastructures du projet El Cerrejón.

Souvent, la littérature rapproche l'implantation de la multinationale en Guajira d'un autre événement

majeur : la colonisation qui débuta au XVI^e siècle pour cette région. Si la comparaison est souvent faite entre ces contextes historiques que rien ne rapproche a priori, c'est que certains facteurs – telles l'invisibilité des Wayùus sur leur territoire et leur organisation sociale éclatée – ont joué tantôt en faveur de la préservation des autochtones face aux assauts coloniaux, tantôt en faveur de leur exposition aux dangers qui les guettaient dans ce nouveau contexte d'exploitation minière. Cet article entend interroger l'événement que constituèrent les déplacements forcés des communautés vivant à Media Luna, une localité située tout au nord de la péninsule. Ces délocalisations seront envisagées suivant deux portes d'entrée renvoyant à deux phases d'un processus ininterrompu jusqu'à aujourd'hui.

D'une part, je propose de mettre sur la table un certain nombre de facteurs ayant joué en faveur de la « faisabilité » de tels déplacements – pourtant jugés rétrospectivement comme inhumains. Le projet sous-jacent est de savoir ce qui permit de rendre les délocalisations « politiquement pas si incorrectes que cela ». Ce faisant, il s'agira aussi de comprendre les logiques qui permirent aux responsables de se trouver partiellement déculpabilisés de leurs actes ainsi que de trouver des raisons à l'effacement des Wayùus dans les négociations les concernant. Ainsi que le constate C. Puerta Sylva, le projet

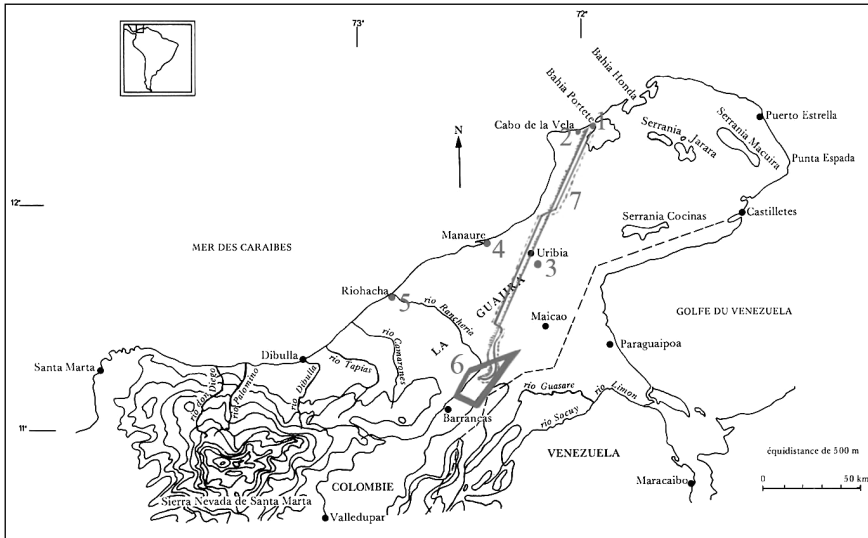


Figure 1
Carte de la Guajira (1- Puerto Bolívar; 2- Media Luna; 3- Uribia; 4- Manaure; 5- Riohacha; 6- exploitation minière El Cerrejón; 7- voie de chemin de fer)
 [Source : Picon 1983 : 38]

El Cerrejón est et a été « un projet des multinationales et de l'État, mais pas des indigènes » (Puerta Sylva 2010 : 158). Se conjuguèrent en fait plusieurs éléments qui mirent la voix des Wayüus en sourdine, les excluant *de facto* du projet ainsi que des négociations.

Parmi les facteurs explicatifs envisagés, le contexte, les logiques propres de la multinationale, le rôle de l'État et les dispositions des Wayüus à entrer dans le débat seront centraux. Ces facteurs devront éclairer la manière dont les Wayüus, principaux concernés, ont été placés en dehors – ou du moins en retrait – des débats à leur sujet. Il n'est certes pas aisé de rendre compte d'un contexte traversé par de multiples enjeux. Loin de prétendre à l'exhaustivité, il s'agira de dresser un tableau des lignes de force qui traversèrent les différentes étapes configurant le développement de l'industrie extractive en Guajira. Le lecteur pourra ainsi se rendre compte de la complexité d'un contexte où se mêlent des enjeux – nationaux, départementaux, communautaires, internationaux, individuels – souvent contradictoires.

D'autre part, ces événements ayant joué un rôle significatif dans la configuration actuelle (spatiale et sociale) des populations déplacées, il s'agira d'envisager le rôle de ces délocalisations dans la présente vie des Wayüus de Media Luna. Le constat qui mène à cette dernière question est celui d'une discontinuité notable entre les populations concernées par les déplacements et d'autres communautés wayüus de la Guajira, au niveau de leur vécu respectif de la vie collective et du rapport à l'environnement (Simon, à paraître). Cette partie de l'article tentera de mettre en lumière certaines lignes de force et logiques tirant ces communautés, logiques qui seront envisagées comme le résultat du parcours historique particulier des habitants de la localité dont il est question.

LES NON-DITS D'UNE NÉGOCIATION²

REPÈRES HISTORIQUES

Alors que la trajectoire historique de certaines communautés wayüus de la Guajira prend une orientation décisive au début des années 80, l'intérêt pour les ressources carbonifères de la péninsule n'est pas nouveau. Selon A. Acosta (1979), économiste et homme politique colombien, les gisements de charbon du sud de la péninsule étaient connus dès la seconde moitié XIX^e siècle. Diverses études furent réalisées dans cette zone à partir des années 1880 pour montrer, déjà, la bonne qualité du charbon, l'étendue (alors présumée) du gisement et les atouts géographiques du lieu. La péninsule offre en effet une situation tout à fait stratégique du fait de son enfoncement

dans la mer des Caraïbes, et l'on pointait déjà ses grandes dispositions à l'exportation. Dans le courant du XX^e siècle, diverses explorations eurent lieu, dans le premier quart, puis à partir des années 40. Ces premières activités exploratoires de la zone furent entreprises par des ingénieurs étrangers, puis, à partir de 1951, sous l'égide de l'IFI (l'Institut de développement [promotion] de l'industrie). Les résultats, qui confirmaient l'étendue des gisements, commencèrent à susciter l'intérêt de plusieurs compagnies étrangères. Mais aucune proposition ne trouva de suite. Les causes de ce déploiement tardif du projet ont été les coûts élevés impliqués par l'exploitation, le boom du pétrole, les conflits qui minaient le pays ainsi que les discordes portant sur la propriété de la terre (Puerta Sylva 2005 : 1). Il faut dire que, jusqu'à la fin des années 90, rappelle Puerta, « les ressources du sous-sol étaient propriété exclusive de la Nation, c'est-à-dire du peuple colombien. Dans le nouveau code minier, ces ressources sont propriété de l'État » (*ibid.* : 1). Cela semble avoir posé un problème qui retarda l'exploitation. C'est finalement en 1975 que l'entreprise étatique Carbocol (Carbones de Colombia), après s'être associée dans un premier temps à la Peabody, signe un contrat avec Intercor, une filiale d'Exxon (devenu ExxonMobil). Le contrat liant Carbocol et Intercor les définit comme partenaires à 50 % chacun pour l'exploitation du charbon de El Cerrejón. Ce contrat prévoit trois étapes successives qui mènent de l'exploration du site (entre 1977 et 1980) à son exploitation (entre 1986 et 2009, revu en 1999 pour vingt-cinq années supplémentaires, soit jusqu'en 2034), en passant par la phase de construction des infrastructures nécessaires (prévue entre 1981 et 1986). C'est durant cette dernière phase que les déplacements des populations eurent lieu pour la construction d'un port, d'un aéroport et d'un campement sur l'ancien site de Media Luna, renommé du nom du *libertador* : Puerto Bolívar. Outre le

port, un couloir de quelque 150 km de long et de 250 m de large fut dégagé pour accueillir l'actuel chemin de fer reliant la mine au port. Cette large bande divise toujours la Guajira et impose son imposante présence, tant dans le paysage que dans l'organisation des habitations wayùus. Au moment où ont commencé les travaux de construction de Puerto Bolívar, ce sont, selon les chiffres de G. Ardila, sept cent cinquante personnes qui vivaient alors à « l'ancienne Media Luna » avec 32 hectares réservés à l'agriculture. C'est sur ces lieux que 1195 hectares ont été cédés au projet El Cerrejón (Ardila Calderón 1992 : 82).

Ce qui était alors présenté comme une phase de négociation entre les parties a, semble-t-il, glissé vers la négation de la réalité humaine de la localité de Media Luna. Alors qu'une part des logiques liées aux déplacements et au déni des Wayùus repose sur des non-dits et des leurres censés dissimuler les dispositions effectives de la compagnie envers les autochtones et déguiser les événements (*ibid.*), il s'agit de comprendre la manière dont la situation a pu se diriger vers cette négation et de saisir certains ressorts de ce jeu de dupes.

Avec le concept d'« espace relationnel » appliqué au projet Cerrejón, Puerta Sylva entend rendre compte d'un « espace social, politico-juridique et culturel dans lequel se configurèrent des champs de représentations et de discours et, aussi, où se définirent et s'affinèrent des pratiques d'intermédiation et de négociations » (Puerta Sylva 2010 : 150). Comme tel, ce concept rend toute la complexité d'une démarche compréhensive du processus de négociations et de « placements » des différents acteurs sur la scène du projet. Cette complexité renvoie, pour une part du moins, à la diversité des enjeux liés à l'exploitation du charbon de la Guajira, laquelle diversité fait écho à la variété des acteurs concernés.

Les lignes suivantes envisagent divers facteurs susceptibles de rendre compte d'une situation qui reste floue et dont la totalité des enjeux ne saurait être connue. Elles ont pour projet de rendre compte de la complexité de la situation, une situation où entrent en dialogue trois groupes de personnes au moins : la Compagnie, l'État (jouant des rôles contradictoires en tant que, d'une part, associé de la compagnie et, d'autre part, garant des populations vivant sur son territoire) et les communautés wayùus.

LA POLITIQUE DE L'ÉTAT : UNE POSTURE DISCRÈTE, UN RÔLE DÉCISIF

Parmi les acteurs qui jouèrent un rôle central dans la succession des événements menant à la négation des Wayùus, il est légitime de commencer par l'État. Censé garantir l'intégrité des populations vivant sur son territoire et protéger leur diversité, l'État colombien aura joué un rôle politique décisif, par sa non-intervention notamment.

Pour rendre compte de la relation s'établissant autour du projet El Cerrejón, Puerta mentionne une « négociation constante in situ » (*ibid.* : 156) dans laquelle l'État se trouve plutôt effacé :

L'État, immobile, presque toujours observateur extérieur, se fit présent seulement à partir des années 90, n'intervenant pas

directement dans l'espace relationnel du projet minier, mais décentralisant ses fonctions, « modernisant » ses institutions et générant un cadre juridique multiculturel qui donnerait des outils politiques aux wayùus pour négocier de façon différente avec la multinationale. (*ibid.* : 157)

Cette discrétion de l'entreprise Carbocol et, ce faisant, de l'État dans les négociations puis dans la gestion de l'exploitation carbonifère trouve deux explications au moins, la seconde entérinant la première.

D'abord, les gouvernements libéraux de l'époque – celui d'A. López Michelsen puis celui de Julio César Turbay – orientaient leur politique sur une planification qui devait mener d'une société semi-industrielle à une société industrielle. Ce faisant, « le rôle de garantir la croissance économique fut assigné aux industriels, aux groupes financiers et au capital étranger » (Múnera Ruiz 1997 : 253). Et c'est la rentabilité des investisseurs étrangers qui devait, selon le plan, assurer la coopération internationale. L'activité exportatrice était ainsi censée jouer un rôle majeur dans la relance économique du pays, la liberté des groupes financiers privés étant au centre de la politique de l'époque (*ibid.* : 253). Dans ce contexte, l'attitude effacée de l'État est présentée par Carbocol, en 1979, comme un positionnement stratégique qui consiste à n'être « un opérateur direct d'aucune de ses mines [...] nous serons simplement, dirent-ils, des superviseurs des mines » (Acosta Medina 1982 : 18). La posture de l'État colombien de la fin des années 70 et du début des années 80 est ainsi le résultat d'une politique de relance économique dans un contexte de crise internationale. Le contrat associant Carbocol et Intercor est alors vu comme l'occasion de faire entrer des liquidités dans le pays au moment où le boom pétrolier du début des années 70 et les conflits armés qui menaçaient le pays minaient la santé économique et politique de l'État.

Ensuite, manifestation de cette politique d'externalisation de la gestion des ressources naturelles colombiennes, la discrétion de l'entreprise étatique se trouve cristallisée dans le contrat qui lie Carbocol à Intercor. En effet, si ce contrat définit les deux parties comme partenaires à parts égales, il définit aussi Intercor comme seul et unique opérateur du projet.

[L]es parties conviennent qu'Intercor sera l'opérateur et, en tant que tel, dans les limites prévues dans ce contrat, aura la direction et orientation de toutes les opérations et activités qu'elle considère comme nécessaires pour le montage, l'exploitation, la production et le transport du charbon obtenu dans l'Aire contractée, incluant les œuvres et installations d'infrastructure que requiert le projet et celles qui sont connexes, complémentaires, dépendantes [...] (clause 10.1 du contrat Carbocol-Intercor, cité par Acosta 1982 : 39)

Ce contrat d'association a rencontré de vives critiques, et l'aptitude de l'État à tirer profit des ressources présentes sur son territoire fut sévèrement mise en question. Selon l'analyse d'A. Acosta, ce contrat a de sérieuses conséquences tant sur la gestion des activités minières que sur les marges de manœuvres respectives des partenaires et sur les avantages que l'État peut, en réalité, tirer de cette exploitation.

[...] les représentants (principal et suppléant) de Carbocol dans le comité exécutif seront en condition d'infériorité [...]. De plus, la vigilance que peut établir Carbocol, à travers le comité exécutif, sera seulement superficielle [...] (*ibid.* : 61)

Le choix du type de contrat fut ainsi réprouvé pour les libertés qu'il laissait aux investisseurs étrangers. Certains auteurs reconnaissent néanmoins que, dans la pratique, l'État vit son choix limité par un contexte traversé par de multiples facteurs.

[...] le gouvernement colombien a commencé sa négociation El Cerrejón dans une position de faiblesse vis-à-vis des entreprises transnationales étrangères. L'économie était sous-développée, avec des problèmes commerciaux chroniques. Les présidents colombiens étaient contraints par de nombreux facteurs politiques. Beaucoup de technocrates ont tenu les évaluations positives des capacités des TNE (Transnational Enterprises) et des évaluations négatives de la bureaucratie gouvernementale. (Kline 1987 : 46)

Quoi qu'il en soit, il est nécessaire de replacer la posture de l'État dans le contexte politique de l'époque. Sa discrétion était, aussi, le résultat d'un projet politique visant à limiter son intervention à l'établissement de règles et institutions chargées notamment de garantir la visibilité des autochtones dans les négociations. Dans la pratique, cela donnait lieu, semble-t-il, à un scénario contraire puisque les Wayùus, autant que les groupes de pression, s'insurgent toujours contre un destin dont ils disent avoir été dépossédés.

Mais si l'État semble s'être absenté des négociations, certains de ses acteurs institutionnels jouèrent néanmoins un rôle décisif. Il faut sans doute voir dans la déconsidération des Wayùus lors des négociations au sujet de leur territoire, notamment l'effet d'une étude d'incidence réalisée par l'Institut colombien de réforme agraire (Incora) assigné au ministère de l'Agriculture et du Développement rural. Cette étude décrivait la Guajira en employant le terme « terres en friche » (Szegedy-Maszák 2008 : 300). On y parle de « ... terres "vacantes", de "faible" végétation, avec une population "isolée", "petite", et avec une "organisation sociale peu développée" ... » (Rivera Gutiérrez 1990 : 248). Ainsi Ardila note-t-il, à la suite de Rivera, que « Dans les études d'impact réalisées durant la construction des premières œuvres, les Wayùus se rendirent invisibles » (Ardila Calderón 1992 : 80).

On peut sans peine imaginer le rôle de cette étude dans les événements que connurent les populations déplacées. Elle allait en quelque sorte pouvoir légitimer ces déplacements et contourner la Loi de la réforme agraire. En ne reconnaissant pas les droits des populations autochtones de la Guajira, l'État a en quelque sorte nié la propriété que les Wayùus avaient sur leur territoire et a ignoré l'usage qui en était fait. En effet, l'éclatement des Wayùus dans l'espace apparaît, pris dans ce contexte, comme une preuve de la non-existence d'une culture organisée et comme la « disponibilité » du territoire au regard des populations autochtones locales. Cette dispersion renvoie en fait à une organisation de l'espace visant avant tout à faciliter la

païsson des animaux. Loin de résulter d'une absence de cohésion au sein de la société, cet « éparpillement » renvoie à une gestion du « vivre ensemble » tout à fait symptomatique du mode de vie des Wayùus.

Il faut dire que, telle qu'elle était envisagée à l'époque, l'incidence se focalise sur des facteurs environnementaux, laissant de côté les facteurs humains (voir Rivera Gutiérrez 1990). Cette disproportion entre les problématiques environnementale et socioculturelle permet de saisir le contexte dans lequel se déroulèrent les négociations au sujet de la Guajira ainsi que la place laissée aux Wayùus. Ils étaient, selon le mot d'Ardila, « invisibles » (Ardila Calderón 1992 : 80). Les préoccupations concernaient la nature des sols et des nuisances entendues comme des faits objectifs prévisibles sur une nature instrumentalisée. Dans ce cadre où s'évaluent les propriétés du milieu, et à la différence de facteurs effectivement quantifiables, les Wayùus n'interviennent pas comme un facteur objectif et jugé pertinent (Rivera Gutiérrez 1990). Au mieux sont-ils des facteurs collatéraux. Par ailleurs, il est tout aussi significatif que l'étude d'incidence ait été réalisée après le commencement des chantiers, alors que la voie ferrée de 150 km était déjà construite. Cela laisse en effet imaginer les questionnements occupant l'avant-scène, dans la Colombie des années 80, ainsi que les faiblesses et manquements bureaucratiques de l'époque.

L'État a ainsi fauté en manquant au « code écologique » et en n'imposant pas la réalisation d'études d'incidence avant la mise en œuvre des chantiers. Il a aussi failli au respect de la Loi sur la Réforme agraire en omettant de créer des réserves autochtones (comme cela est prévu par cette loi) et en ne défendant pas les populations vivant sur le sol colombien. À nouveau, l'étude d'incidence citée plus haut en dit long sur les dispositions des appareils d'expertise envers les populations locales.

Il convient encore, parlant du rôle joué par l'État dans les événements survenus en Guajira, de mentionner le rôle de la police et des forces armées dans les déplacements. Elles auraient été chargées de bouter les populations. Il s'agissait, semble-t-il, d'« agents de la police nationale de Colombie, qui recevaient des équipements spéciaux, des automobiles et autres incitations des compagnies » (Ardila Calderón 1992 : 81).

LA COMPAGNIE : DES ENJEUX ÉCONOMIQUES, UNE PROBLÉMATIQUE MORALE

La question qui se pose en premier lorsqu'on envisage le rôle de la multinationale dans les événements survenus est d'ordre moral. Comment les dirigeants et les exécutants de la compagnie purent-ils engendrer les déplacements forcés, reconnus rétrospectivement comme intolérables et décrits comme une atteinte violente aux droits de l'Homme (voir Chomsky, Leech, Striffler 2007). La question se pose d'autant plus qu'au début des années 80 – période à laquelle débutent les travaux de construction des infrastructures de la compagnie – s'opère dans les mentalités un changement particulièrement perceptible dans les écrits

des groupes de pression et dans les travaux sociologiques et anthropologiques. Ainsi que l'explique Natalia Duarte :

À partir de la décennie des années 80 il commence à y avoir un réexamen et un questionnement sur les effets et devoirs des acteurs entrepreneuriaux [empresariales]. On a commencé à reconnaître que ceux-ci avaient un impact considérable à l'intérieur des sociétés et on a accepté que leur sphère d'influence allait beaucoup plus loin que le secteur proprement économique. (Duarte Cáceres 2011 : 36)

Outre l'étude d'incidence, deux éléments au moins permettent d'éclairer la manière dont la compagnie a pu s'accommoder efficacement de cette dimension morale. Il y a, d'une part, l'organisation hiérarchique de la multinationale et, d'autre part, la manipulation de l'opinion publique par le biais des médias.

S.L. Leiter reprend, dans sa contribution à l'ouvrage *Bajo el Manto del Carbón*, les questionnements de T. Pogge (2002) pour les appliquer au cas du Cerrejón (voir Leiter 2007). Deux facteurs au moins, liés à l'organisation et au fonctionnement internes des grandes entreprises, permettent l'émancipation de la question morale à laquelle les dirigeants peuvent être confrontés.

D'une part, les directeurs successifs de la compagnie se sont présentés, lorsqu'il le fallait, comme les successeurs déresponsabilisés des dommages causés avant leur arrivée. Il semble suffire, pour un directeur, d'affubler ses prédécesseurs de « mauvaise gestion » pour sauver le projet, dissiper les doutes qui le menaceraient et suspendre les débats.

D'autre part, l'organisation complexe de ce type de compagnie ainsi que la multiplicité des agents intervenant dans les processus décisionnels permettent de renvoyer sans cesse, sinon de diffuser les responsabilités. La structure de l'entreprise propose ainsi à son personnel un mécanisme permettant à chacun de reporter la responsabilité d'une décision et/ou d'une action sur un autre niveau de la hiérarchie. Le mécanisme prévoit qu'une action, même fort dommageable, peut toujours être présentée comme la simple exécution d'une décision dont l'exécutant ne peut être tenu pour responsable. Que la multinationale fasse ou non appel à un ou plusieurs sous-traitants ne change rien pourvu qu'une obligation de résultats – même tacite – lie les parties. La direction, de son côté, pourra prétendre n'agir qu'en fonction du seul intérêt des actionnaires. Ces derniers ne peuvent en aucun cas être tenus pour responsables puisque la gestion de la compagnie est déléguée par eux. Cela donne à chaque personne intervenant dans le processus menant d'une prise de décision à une action concrète l'occasion de se décharger de la responsabilité, voire de la culpabilité. On se retrouve dès lors avec des décisions prises sans qu'il semble exister quiconque pour les assumer (Leiter 2007).

Il reste que la compagnie possède aussi des moyens de communication lui permettant de diffuser une image déformée de ses activités, laquelle doit lui apporter les faveurs de l'opinion publique. Dès le début de ses activités, la compagnie reflétait l'espoir du développement de la

Guajira – qui comptait très peu de services publics – et du pays entier.

Cette image positive, la compagnie a su la maintenir et la développer. Des campagnes télévisées aux émissions radio en passant par la presse écrite, la multinationale a ainsi su se construire une image qui la préserve, en quelque sorte, de l'indignation générale. L'enjeu stratégique des campagnes de communication externe est de taille. En se déguisant au moyen de médias puissants, la compagnie jouit d'une marge de manœuvre que les défauteurs de l'opinion publique ne pourraient lui apporter. Les campagnes télévisées sont à ce sujet tout à fait explicites. Le « Cerrejón » y est présenté comme un monde féérique, un monde dont on imagine le contraste avec la réalité d'une mine de charbon dont les implications sanitaires sont extrêmement importantes. C'est ce qui fait dire à Ardila que El Cerrejón a toujours su « déguiser la vérité de son irresponsabilité » (Ardila Calderón 1992 : 82). Les reconnaissances et certifications reçues par la multinationale montrent avec quelle habileté l'opinion peut être dupée. Alors que certains organismes internationaux saluent le management de la compagnie en matière de responsabilité environnementale et sociale³, les populations locales, les groupes de pression et l'intelligentsia en dénoncent les impacts négatifs. Présentée comme un facteur clé dans la préservation – physique et culturelle – des populations autochtones, la multinationale a ainsi su s'ériger en héros national.

Cette visibilité médiatique contraste avec la discrétion des populations locales et, dans une moindre mesure, avec celle des groupes de pression. Ceux-ci ne disposent pas des mêmes moyens pour véhiculer leurs messages. Et les Wayùus de Media Luna ont vu leur isolement comme un facteur qui allait, selon les propos de beaucoup, les rendre vulnérables. Cet isolement qui les avait jusqu'ici préservés les rendait à présent « invisibles ». Dans un contexte où s'affrontent divers enjeux – locaux et globaux –, la visibilité semble prendre clairement le pas sur l'effectivité. Armées d'outils fort différents, les populations et la compagnie ne peuvent peser du même poids sur l'opinion des gens. El Cerrejón a su occulter la réalité de ses agissements et émouvoir l'opinion en se présentant d'emblée comme une voie salvatrice.

LES WAYÙUS : INCOMPRÉHENSION ET CORRUPTION

Nous l'avons vu, l'absence *de facto* des Wayùus dans les négociations les concernant semble trouver une voie de légitimation dans le rapport de l'étude d'incidence déjà mentionné et dans leur « invisibilité » au regard de la compagnie. Il reste à envisager les raisons de l'échec des revendications des populations autochtones lors de leurs rencontres avec la compagnie. Envisagées sous le jour de l'interculturalité, ces rencontres – qui eurent lieu malgré tout – mènent à découvrir une probable incompréhension entre les interlocuteurs.

C'est pour rendre compte de cette incompréhension mutuelle qu'A. Rivera Gutiérrez rédige un article significativement intitulé « El desarrollo como una manera de

construire la realidad » (Le développement comme manière de construire la réalité). Il y décrit la distance séparant les représentations qu'ont les ingénieurs et les « négociateurs » de la compagnie au sujet de l'environnement de la Guajira et celles qu'en ont les Wayúus. Il définit ces représentations comme des « modèles », soit des « schémas utilisés pour donner forme à la réalité » (Rivera Gutiérrez 1990 : 245 : note de bas de page). Résultats de ces modèles, les visions qu'ont les membres de la compagnie et les communautés vivant sur les terres convoitées semblent incompatibles. Dans une moindre mesure, le concept d'« espace relationnel » de Puerta entend, notamment, rendre compte d'un lieu où les interlocuteurs affichent des positionnements divers, reflets notamment de leurs préoccupations respectives (Puerta Sylva 2010).

Conséquence d'une inaptitude réciproque au dialogue interculturel, la surdité aux propos, problématiques et revendications de l'autre aurait caractérisé, pour une part, les discussions entre la compagnie et les Wayúus. Occupées à parler de réalités différentes, les deux parties se sont probablement trouvées privées de référent commun lors de leurs discussions (Rivera Gutiérrez 1990). Alors que les Wayúus parlent d'étendues habitées par des entités invisibles et d'un attachement aux terres par l'intermédiaire des cimetières, les « négociateurs » de la compagnie voyaient dans ces étendues des données quantifiables, d'éventuelles ressources économiques et des problèmes à éliminer (*ibid.*). C'est en effet l'une des raisons plausibles qui rendirent les populations locales inaptes à tirer les négociations à leur avantage. Elles auraient été incapables de parler le langage et de jouer le jeu de ceux qui convoitaient leurs terres.

Il faut encore ajouter un facteur susceptible d'éclairer la manière dont les Wayúus allaient être dépossédés de leur territoire, à savoir le caractère individuel, et donc représentatif, de la négociation. Les rapports avec la compagnie lors de discussions concernant les terres à exploiter se sont faits par le biais (dans les deux sens du terme : intermédiaire et déformation) d'un représentant des communautés autochtones. Cette individualisation aurait rendu les relations propices à la pression et à la corruption. Il faut dire que la négociation réclamait une aptitude à parler tant la langue que le langage de la compagnie. Ce furent ainsi, vraisemblablement et pour une part au moins, des Métis qui furent chargés de parlementer, soit des individus plus vulnérables au « détournement » des intérêts collectifs des communautés représentées. Puerta parle à ce sujet de « métis opportunistes qui, sans aucun lien affectif avec les communautés wayúus, s'étaient prêtés aux intérêts de l'entreprise » (Puerta Sylva 2010 : 168-169).

Nous venons de voir certains facteurs qui, au fond, illustrent trois problématiques distinctes mais complémentaires. Dans la démarche historique et compréhensive visant à entendre le contexte qui baigna les déplacements forcés, on constate le tiraillement complexe de l'événement entre des facteurs parfois incompatibles.

Il reste à envisager à présent certaines répercussions qu'ont eues les déplacements sur la vie des communautés de Media Luna.

UNE VIE AUX MARGES : LA « NOUVELLE MEDIA LUNA⁴ »

Décrite dans la littérature ethnographique comme un événement majeur, la délocalisation que connurent les habitants de Media Luna reste ancrée dans la mémoire collective comme un moment de singulière injustice. Elle est présentée par les Wayúus concernés comme un événement ayant de lourdes conséquences sur leur vie quotidienne. Selon leur propre avis, ils auraient été victimes de mensonges et fausses promesses et auraient été, peu à peu, dépossédés complètement des négociations concernant leur territoire. Les plus jeunes générations parlent de la manière dont leurs grands parents ont vécu l'événement tout en s'appropriant le sentiment résigné qu'il provoqua. Ce que les Wayúus de Media Luna mentionnent avec le plus de récurrence est le mensonge de l'État et de la compagnie concernant la durée d'exploitation de la zone (en 1999, la durée d'exploitation du charbon de la Guajira a été revue pour 25 années supplémentaires). C'est là qu'ils semblent trouver l'injustice la plus forte. Et s'ils paraissent s'accorder sur la partialité de l'attitude de la compagnie à leur égard au moment des déplacements, ils constatent aussi que l'injustice n'a pas cessé. Au regard de la situation géographique de la « nouvelle Media Luna », il est clair que les délocalisations passées ont aujourd'hui des répercussions d'une grande ampleur sur la vie des populations. Et les effets de ces déplacements se déclinent principalement autour de quatre aspects interconnectés. Voici quelques lignes à ce sujet.

VARIATIONS ÉCOLOGIQUES

Commençons par le changement de lieu de vie. Si on ne peut pas réellement parler, comme l'a fait R. Bastide au sujet des Africains au Brésil (voir notamment Bastide 1960), de « décrochage écologique » pour qualifier le mouvement de délocalisation des Wayúus de Media Luna, le déplacement dans l'espace a impliqué des bouleversements toujours notables dans les modes de vie. Actuellement situées sur ce qui reste des territoires claniques, les familles ont à composer avec l'emplacement géographique déterminant de la « nouvelle Media Luna ».

Pour accéder à cette localité, il faut emprunter, depuis Uribia, la seule piste qui mène là. Il s'agit d'une bande de terre à peine carrossable lors des saisons pluvieuses et qui longe la voie de chemin de fer. Les deux voies, l'une de terre, l'autre ferrée, vont côte à côte jusqu'aux grillages de Puerto Bolívar (fig. 2). La piste s'arrête devant les barrières gardées tandis que les rails s'y enfoncent. C'est là que se trouve – administrativement du moins⁵ – Media Luna, enserrée entre les limites du territoire de la compagnie, la plage où mouillent les bateaux transportant le charbon, la baie de Media Luna (aussi appelée baie de Portete) et d'immenses étendues désertiques et inhabitées (fig. 3).

L'exclusion des populations par rapport au territoire de la compagnie est rendue explicite par des contrastes qui



Figure 2
Chemin de fer traversant les étendues de la Guajira
(Photo de L. Simon, 2010)

sautent aux yeux lorsqu'on regarde, depuis l'extérieur, en direction des grillages. Il y a les treillis tout d'abord. Ils constituent une frontière que les panneaux « *Zona Restringida* » contribuent à rendre explicite (fig. 4). Les rondes qui s'y effectuent et les vigiles à l'entrée terminent un travail de dissuasion déjà fort efficace. Il y a aussi les lignes à haute tension. Elles s'élancent en direction du port et s'arrêtent au pied des treillis. Des lampadaires éclairent le tracé de la frontière, offrant une rupture plus notable encore de nuit que de jour (fig. 5). La pénombre de la savane s'arrête alors sur les remparts de lumière. Mais si ce n'était à titre dissuasif, les barrières et infrastructures de la compagnie n'ajouteraient rien au contraste entre le dedans et le dehors de la zone. La couverture végétale qui s'étend à perte de vue⁶ dans l'enceinte de la compagnie offre une discontinuité remarquable avec le sol rocailleux de l'extérieur de la zone logistique. La coupure est d'autant plus sévère que les étendues végétales sont inexploitées sur plusieurs centaines de mètres.

Ce facteur écologique est décisif. Selon les Wayùus eux-mêmes, il eut un impact irréversible sur leurs activités économiques et culturelles. Les populations de Media Luna se voient reléguées sur des terres sèches et infertiles ne constituant pas, de ce fait, une base viable pour la païsson et ne permettant qu'un très faible développement de la petite agriculture. Seuls quelques potagers poussent ici et là. Avant, m'expliquaient des informateurs, lorsqu'ils vivaient là où se trouve aujourd'hui Puerto Bolívar, il y avait beaucoup de pâturages et de troupeaux. Mais sur les terres qu'ils occupent aujourd'hui, beaucoup d'animaux sont morts de faim à cause de l'hostilité du milieu. D'autres se sont « perdus » dans les grillages. Selon des informateurs, certains des animaux qui se faufilent à l'intérieur des treillages ne reviennent jamais. Il faut dire qu'il doit être d'autant plus incompréhensible pour le bétail de se voir si lâchement privé de pâturages.

Couplé à la condensation démographique due à la restriction des territoires disponibles, ce facteur écologique constitua donc un bouleversement de l'économie des populations. Mais outre la ressource alimentaire que



Figure 3
Vue sur la baie de Media Luna, aussi appelée baie de Portete
(Photo de L. Simon, 2012)

les animaux d'élevage représentent, le cheptel véhicule aussi la « valeur » symbolique de leurs propriétaires et toute une série de symboles sociaux soutenant l'identification, dans la société wayùu (voir notamment Saler 1986). Les animaux sont aussi le support concret de la plupart des transactions (matrimoniales, compensatoires, de collaboration) qui actualisent et réaffirment les réseaux opératoires de la société (clan, réseaux de collaboration, alliances). Les Wayùus de Media Luna voient ainsi la concrétisation de leurs réseaux sociaux limitée par les conditions écologiques et la condensation démographique qui compromettent les troupeaux. D'un point de vue culturel, certains affirment que le manque de bétail les prive de la possibilité d'honorer certains devoirs rituels et sociaux importants. Parmi ceux-ci, le devoir de contribuer aux victuailles offertes lors des cérémonies funéraires est d'une importance cruciale (tant envers le monde des vivants qu'envers le monde des défunts).

Le déplacement a également bouleversé les habitudes de ces populations côtières pratiquant traditionnellement différents types de pêche comme principale activité de subsistance. L'aménagement des infrastructures portuaires a modifié les fonds marins qu'ils fréquentaient et a perturbé les populations sous-marines. Les pêcheurs de Media Luna perdirent ainsi certains lieux de pêche qu'ils avaient coutume de fréquenter. Cela est particulièrement significatif pour les plongeurs en apnée dont la capacité à capturer des proies dépend fort de la connaissance intime des fonds marins et de leurs différents biotopes.

EN PÉRIPHÉRIE DES DYNAMIQUES DU DÉVELOPPEMENT

Si la situation de l'actuelle Media Luna peut être caractérisée, comme nous l'avons vu, par un enserrement géographique et par la précarité de ses conditions écologiques, elle fomente aussi un confinement social des populations au regard des dynamiques développementalistes de la société colombienne et de celles de la société wayùu.

D'un point de vue géographique, les habitants de cette localité se trouvent isolés du petit centre urbain dont ils dépendent administrativement : Uribia, situé à quelques



Figure 4
Grillages de la zone Puerta Bolívar
(Photo de L. Simon, 2010)



Figure 5
Grillages de la zone Puerta Bolívar
(Photo de L. Simon, 2010)

dizaines de kilomètres de là; cette distance les place en quelque sorte dans une situation de marge au regard des avancées de la « civilisation » (selon leur propre terme⁷) sur la péninsule. Car c'est par Uribia que transitent les budgets censés être alloués au développement des projets communautaires⁸ de toutes les populations vivant au nord de la Guajira. En ce sens, Uribia est un centre névralgique où se synthétisent les potentialités de développement susceptibles de satisfaire les populations dans leurs aspirations et leurs projets. Les communautés doivent négocier avec la mairie, sur la base d'un projet concret, pour bénéficier de ces budgets prévus par le gouvernement colombien. Il appartient ainsi à chaque communauté de faire valoir ses visées collectives pour tirer profit de ces enveloppes. Cette procédure implique deux éléments importants. D'une part, elle suppose un certain dynamisme et une certaine créativité de la part des communautés pour imaginer ses propres projets (je reviendrai là-dessus au point suivant); d'autre part, elle requiert la visibilité de la communauté, via un représentant chargé du contact avec la mairie.

Or, la distance séparant Uribia de Media Luna est parsemée de communautés aspirant aux mêmes dynamiques de modernisation. Celles-là se dressent en quelque sorte comme des obstacles sur la voie du développement des communautés de Media Luna dans la mesure où la capacité à obtenir de l'aide à la mairie est en lien avec l'aptitude à se faire voir et entendre par elle. À nouveau, la visibilité, qui semble décidément leur faire défaut, place ces populations en mauvaise posture pour profiter des budgets. Ils font ainsi un peu figure d'habitants du bout du monde. Plus bas, nous verrons que cette incapacité à profiter des ressources transitant par Uribia dépend aussi de facteurs endogènes, propres à ces populations.

Pour l'heure, tout au plus peuvent-elles constater les avancées d'autres communautés en matière d'équipements sanitaires, de matériaux de construction, etc., et cela, notamment à travers les journaux dits de « communication externe » de la compagnie. À ce sujet, il faut mentionner la nette disproportion des aides de développement

réalisées et/ou financées – partiellement du moins – par la multinationale. Cette disproportion, peut-être, laisse transparaître des enjeux stratégiques. En effet, les projets et réalisations ne manquent pas en ce qui concerne les localités du sud de la péninsule, soit au lieu où se trouvent des terres convoitées par l'entreprise pour accroître sa surface d'extraction. Au contraire, les infrastructures portuaires de Puerto Bolívar étant terminées et ne nécessitant pas d'extension (pour le moment), les populations des abords seraient plongées dans une espèce d'indifférence. De ce point de vue, ces dernières ne disposent pas des possibilités dont jouissent les habitants d'autres localités. Il serait intéressant à ce sujet d'étudier plus particulièrement cette disproportion par ailleurs repérée par le groupe de recherche articulé autour d'I. Szegedy (Szegedy Maszák 2008). Quoi qu'il en soit, les habitants de Media Luna en sont quant à eux réduits à constater les avancées de la « civilisation » et de certaines de ses manifestations soit lors de voyages, soit en constatant les allées et venues des trains à Puerto Bolívar, les départs des paquebots vers le large, les atterrissages des avions et le survol de leur territoire par des hélicoptères.

Il reste qu'au confinement caractérisant la localité de Media Luna se conjugue un isolement social au sein de la société wayüu, lui aussi provoqué par les délocalisations. R. F. Gómez rend compte de cette conséquence sociale :

La vérité est que les familles Uriana et Epinayu qui sont restées n'ont nulle part où aller. Si elles partent de leurs terres, le reste des voisins ne leur permettra pas de s'installer sur leurs territoires, ils leur demanderont : Pourquoi avez-vous remis (cédé) les terres que Juya (la pluie) vous a données? Que venez-vous chercher maintenant sur nos terres? (Fajardo Gomez 2007 : 21)

Nous voyons ici que la privation – géographique – des dynamiques de la « modernisation » de la Guajira se double d'une stigmatisation – interne à la société wayüu – des populations qui ont été victimes des déplacements. Si cette « valorisation négative » des déplacés implique des représentations qui les placent en marge, en quelque sorte, de la société wayüu, une coupure plus radicale les isole des dynamiques héritées du passé.

EFFRITEMENT DU CORPS SOCIAL

Les conséquences sociales des déplacements ne s'arrêtent en effet pas là. Selon les habitants de Media Luna, la délocalisation a provoqué des modifications importantes dans les formes du « vivre ensemble ». Ne possédant aucune instance centralisatrice prenant en charge la vie sociale, politique et/ou religieuse pour l'ensemble des communautés, la société wayúu repose dans les faits sur des réseaux, claniques et d'alliance, qui la structurent. Elle est organisée en clans matrilineaires exogames vivant en petites communautés rassemblées autour d'une autorité traditionnelle, dans la *rancheria*. Celle-ci est une unité de résidence rassemblant des habitations unifamiliales en nombre très variable. Or, ces *rancherías* – unités premières de la vie collective wayúu – se caractérisent à Media Luna par une inconsistance qui n'échappe pas aux protagonistes. Selon eux, leur monde social se caractérise par un isolement des familles et une absence de collaboration.

Les communautés qui vivent là – sans doute relancées dans l'urgence, sur des bases meurtries et dans la privation des supports concrets donnant corps au paysage social – n'ont pu reproduire ces réseaux sociaux opératoires qui organisaient la vie sociale dans leur ancien lieu de vie. Il en résulte une absence notable de cohésion. Les Wayúus avancent l'absence d'« union » (selon leur propre terme), de réunion, de concertation, de discussion au sein des *rancherías* comme la raison de leur stagnation hors des dynamiques de la vie sociale des anciens.

Cela se marque particulièrement dans l'absence, de facto, d'autorité traditionnelle dans chaque communauté. Il m'a suffi d'en demander ici et là le nom dans les *rancherías* pour me rendre compte que sa fonction sociale ne pouvait être accomplie. Au sein d'une même communauté, il m'est arrivé d'entendre quatre ou cinq noms différents. Or, l'autorité traditionnelle joue un rôle central dans l'organisation sociale et politique de la société wayúu – du moins en ce qui concerne les communautés situées plus au sud que je fréquente. Sa présence et son rôle entérinent l'aspect collectif de la gestion du groupe. En effet, loin d'être un acteur individuel chargé de médiation avec l'extérieur, l'autorité traditionnelle est pensée par les Wayúus comme la représentante des ancêtres et la garante du respect de leur mode de vie. Elle est en quelque sorte le lieu même où le caractère collectif de chaque communauté s'incarne et où l'individu ne peut penser et agir sans le groupe. C'est ainsi en vertu d'une certaine indistinction (politique pour les alliés, ontique pour les membres d'un même clan) entre les membres d'une communauté donnée que l'autorité traditionnelle peut et doit jouer son rôle de conseiller.

Cette inconsistance des communautés intervient comme un facteur qui, conjugué au facteur géographique décrit plus haut, coupe les populations des dynamiques de la « civilisation » et du développement. En effet, si leur emplacement n'encourage pas leur visibilité et, donc, leur présence sur la scène du développement, l'asthénie des communautés décourage aussi la projection du groupe et

la constitution d'un projet susceptible d'être porté jusqu'à la mairie. Pour être pris en considération et réalisés par la municipalité, les projets, portés par un représentant, doivent en effet concerner la *rancheria* dans son ensemble. L'organisation même de la répartition des budgets implique ainsi comme condition sous-jacente à la réalisation des projets collectifs une structure sociale cohérente et opératoire. De cette manière, l'absence de structuration et l'inconsistance des communautés apparaissent comme des facteurs endogènes concourant à décourager la construction de projets et le dessin d'un avenir « contrôlé », ne fût-ce que partiellement, ou même d'un avenir projeté ou envisagé (dans le sens créatif du terme). L'absence d'« union » décourage explicitement (y compris dans les discours des Wayúus de Media Luna) la créativité nécessaire pour imaginer les ressources stratégiques que le groupe – dans son ensemble – pourrait tirer de la présence sur la péninsule de certaines formes de « modernité ». Refermées sur elles-mêmes, ces familles en oublient de se concerter pour penser leur propre développement.

Incapables – pour des raisons géographiques et sociales – de s'accommoder des prérogatives que le village d'Uribia propose en matière de modes de vie et d'équipements, ces communautés se trouvent de surcroît inaptées à reproduire les cadres sociaux qui permettraient d'envisager la vie à Media Luna sur un mode hérité du passé.

LA TRANSMISSION EN ÉCHEC

Enfin, la situation précaire des habitants de Media Luna se répercute dans une perte partielle des connaissances et représentations censées charger de sens le monde environnant et fournir les clés d'interprétation des événements. C'est que l'effritement du corps social coïncide avec la dislocation des voies de transmission des savoirs. Ainsi, au cours de conversations que nous avons, certains jeunes cherchaient par exemple à connaître le ressort mythique de certaines caractéristiques de leur paysage. Ils me questionnaient au sujet de fragments de mythes dont ils avaient entendu le récit lors de voyages, c'est-à-dire hors du cercle familial et communautaire censé fournir aux plus jeunes les bases d'une compréhension des choses, d'un entendement du monde. Cela soulève la question de l'efficacité et de l'effectivité de la transmission des savoirs relatifs au monde et à sa « pratique ». Les familles de Media Luna sont en effet incapables d'apporter satisfaction à leurs propres nécessités de comprendre leur environnement et de doter le monde de sens.

J'ai par ailleurs pris conscience de cette lacune dans la transmission des savoirs en me rendant à la pêche avec certains jeunes. Leur amateurisme était notable. Ils connaissaient la mer et la pêche par « oui dire », sans avoir reçu de véritable enseignement des techniques et savoirs halieutiques.

Ainsi les connaissances et représentations concernant le monde sont-elles lacunaires et ne permettent-elles pas de doter les événements, ni même les pratiques quotidiennes, d'un sens hérité des générations passées. Et les

jeunes sont très visiblement à la recherche de ces significations devenues inconsistantes en l'absence des contextes sociaux qui les véhiculaient et les actualisaient jadis.

Les bases fragmentaires héritées du passé ne sont pas aptes à (re)produire une société (sur des bases nouvelles ou anciennes) fondée, notamment, sur des connaissances et représentations communes. Ce faisant, ces dispositions fragiles (d'un point de vue créatif notamment) ne permettent pas aux populations de s'accommoder des dynamiques dont ils sont exclus spatialement et socialement.

CONCLUSIONS

Les lignes qui précèdent ont montré la complexité de la démarche visant à comprendre les ressorts d'un événement particulièrement lourd de conséquences. La variété des intérêts et des acteurs engagés dans la rencontre – amputée nécessairement des logiques obscures insaisissables – se conjugue à la multiplication des enjeux, souvent contradictoires par ailleurs, pour noyer le phénomène dans d'infinis tiraillements. Différentes problématiques ont néanmoins été dégagées, renvoyant à des facteurs interconnectés. Le rôle joué par l'État dans les événements qui menèrent aux déplacements forcés a soulevé un problème d'ordre politico-juridique, animé par des contraintes propres. La compagnie, quant à elle, est baignée dans des environnements aux enjeux contradictoires du fait de la nature économique de ses activités, d'une part, et de l'aspect moral et néfaste de ses procédures, d'autre part. On salue ses résultats d'un côté ; on dénonce son manque flagrant d'éthique de l'autre. Enfin, la place qu'occupèrent les Wayùus dans les négociations les concernant laisse entrevoir les embûches d'un dialogue interculturel et l'importance de facteurs tels que la corruption.

La seconde entreprise de cet article – ethnographique cette fois – était de décrire les conséquences des déplacements sur les populations wayùus concernées. La difficulté vient de la démarche visant à attribuer un constat, dans ce cas celui de la dissolution des collectifs et de la fragmentation des représentations, à un seul événement historique, quelle qu'en soit l'importance. Les déplacements survenus à Media Luna interviennent dans un parcours historique déjà rempli de contacts avec diverses formes d'influence. On sait par exemple qu'une part du territoire aujourd'hui appelé Puerto Bolívar était utilisé par les narcotrafiquants comme lieu privilégié de transactions. Les Wayùus rendent souvent compte, au sujet des trafiquants, d'une cohabitation relativement harmonieuse où chacun pouvait, en quelque sorte, trouver son profit. Le constat qui a été fait ne peut imputer aux seuls déplacements (encore faudrait-il pouvoir y discerner les facteurs effectivement explicatifs entre les circonstances de ces délocalisations, le changement de territoire, le déplacement des maisons, des cimetières, le sentiment de résignation, de nostalgie, etc.) l'état actuel des populations de Media Luna. Trop de temps s'est écoulé depuis les événements. Pourtant, ceux-ci ne pourraient en aucun cas être pris pour anodins et étrangers au devenir des Wayùus qui vivent là. Et il reste que, parmi les communautés que j'ai côtoyées en Guajira le

long de mes terrains, celles de Media Luna affichent une notable singularité.

Mon choix a été d'envisager les déplacements forcés vécus par les populations de Media Luna comme un événement – majeur dans leur trajectoire historique – ayant contribué à couper les populations des logiques passées de la vie en commun. Dans le même temps, cela les a placées dans une sorte de périphérie au regard de la « civilisation » et des dynamiques diverses de développement.

Comme je l'ai montré ailleurs⁹, la présence d'autres manières de se comporter n'implique pas *ipso facto* de fracture profonde dans les représentations. C'est que, face aux discontinuités sensibles des comportements et des modes de vie, les Wayùus admettent l'existence de diverses configurations cosmiques aux contraintes propres. Les comportements et attitudes des *alijunas* (les non wayùus) sont ainsi pensés comme le fait d'une pluralité de contraintes correspondant à une semblable pluralité des environnements cosmiques. De cette manière, l'on peut s'attendre à ce que les variations sensibles dans les représentations des populations de Media Luna et dans la gestion de leurs collectifs ne soient pas entraînées par les infrastructures et les logiques d'une forme particulièrement aboutie de capitalisme sur le territoire des Wayùus. Cela reviendrait à reconnaître que la présence de ces formes exogènes implique en elle-même une conscience historique absente jusque-là chez ces peuples. Ainsi que le dit M. Sahlins au sujet des peuples colonisés :

Avec la situation coloniale apparaissent des différences dans les modes d'invention et de reproduction de la culture. [...] ce n'est pas la première apparition du Blanc, non plus que la période liminaire de « contact », qui ont le plus marqué la conscience historique de nombreux peuples colonisés mais, au contraire, le moment de la domination, de l'imposition d'un statut subalterne (Sahlins 2007 : 288).

Peut-être peut-on admettre, dans le cas de Media Luna, que les transformations sensibles dans les modes de vie et les représentations aient moins été causées par la présence de l'Autre sur le territoire que par les circonstances des déplacements. Il y a, bien sûr, une suite de répercussions en chaîne s'entraînant mutuellement et, ainsi, autogénéralisant une situation dont les populations semblent ne pas être en mesure de se sortir. Un scénario plausible est que le déracinement violent subi par les populations de Media Luna (sans doute conjugué à la désorganisation engendrée par les travaux de construction des infrastructures de la compagnie) ait causé des traumatismes importants et que le réaménagement des lieux de vie ait dû se faire dans l'urgence, sur un territoire restreint et dans des conditions écologiques précaires. Relancée sur des bases meurtries et austères, la vie à Media Luna n'aurait pas pu s'appuyer sur les dynamiques portées par les vieux pour tirer profit d'une « civilisation » hors d'atteinte.

Notes

1. Ce chiffre se base sur une étude faite en 2005 par le Departamento Administrativo Nacional de Estadística de

- Colombie. Selon cette étude, en 2005 la Guajira comptait 655 943 habitants, dont 48 % étaient des populations autochtones, soit 314 853 personnes. Parmi elles, les Wayúus constituent la grande majorité. Pour le détail de cette étude statistique et pour les projections faites sur la base de ces chiffres, voir Departamento Administrativo Nacional 2010.
2. La majorité des données livrées dans ce qui suit est tirée des travaux d'Amylkar Acosta (Acosta 1979, 1982), recoupées et complétées par les données renfermées dans l'ouvrage *Bajo el Manto del Carbón* (Chomsky, Leech et Striffler 2007) et dans les travaux de Claudia Puerta (2005 et 2010).
 3. Voir <<http://www.cerrejon.com/site/nuestra-empresa/reconocimientos-y-certificaciones.aspx>>.
 4. Les données qui ont permis ces analyses ont été récoltées lors de divers terrains en Colombie. Je m'intéresse aux populations wayúus, principalement celles des alentours de Manaure et celles de Media Luna, depuis 2006. J'ai eu l'occasion d'effectuer dix mois de terrain en Colombie, répartis en trois voyages (2006, 2008 et 2010-2011) C'est lors de mon dernier terrain que j'ai récolté la plupart du matériel adéquat (voir Simon, à paraître).
 5. Le lieu manque de consistance pour certains de ses habitants. Lorsqu'on parle de Media Luna, certains se réfèrent à l'endroit qu'ils peuplent actuellement ; d'autres (ou les mêmes personnes mais en d'autres circonstances) pensent à Puerto Bolívar, « l'ancienne Media Luna ». Non pas que l'endroit s'apparente à un *no man's land* mais que dans cette étendue, ils peinent à se trouver une place et à se définir par rapport au territoire.
 6. Le contraste que je décris est sans doute particulièrement flagrant du fait que je me suis rendu sur place après une longue période de pluie. La disproportion entre les tapis végétaux doit être moindre lors des périodes de sécheresse que connaît chaque année la Guajira.
 7. Dans ce cas, la « civilisation » renvoie principalement, pour les Wayúus, à un ensemble d'équipements qu'ils aspirent à obtenir : matériaux de construction pour les maisons, infrastructures hydrauliques, électricité, etc.
 8. En parlant de communauté, je me réfère aux individus vivant dans une même *rancheria*. Celle-ci est une unité de résidence qui rassemble plusieurs maisonnées. Entre les habitants d'une même rancheria, il existe des liens qui peuvent être claniques, d'alliance ou de collaboration (réciprocité). Ce sont ces unités de résidence et leurs autorités traditionnelles que les mairies prennent en considération, dans leurs rapports avec les Wayúus, pour allouer les budgets de développement.
 9. Lors de la Chaire Singleton organisée du 10 au 12 mai 2011 par le Laboratoire d'anthropologie prospective (LAAP) à l'Université catholique de Louvain. L'intervention était intitulée : « Frapper le tambour et danser la Yonna pour s'attirer les faveurs de Pluie. Être au monde face aux bouleversements climatiques chez les Wayúu de Colombie » (12/05/2011, publication à paraître).

Ouvrages cités

- ACOSTA MEDINA, Amylkar, 1979 : *Intimidades del Cerrejón*. S.n., Riohacha.
- , 1982 : *Glosas al contrato de El Cerrejón*. Editorial Lealón, Medellín.
- ARDILA CALDERÓN, Gerardo, 1992 : « Cuando el progreso enfrenta con la vida : los Wayúu de la Guajira ». *Diversidad es riqueza. Ensayos sobre la realidad colombiana* : 74-85. Instituto Colombiano de Antropología e Historia (ICANH), Bogotá.
- CHOMSKY, Aviva, Garry LEECH et Steve STRIFFLER (dir.), 2007 : *Bajo el Manto del Carbón. Pueblos y multinacionales en las minas de El Cerrejón, Colombia*. Casa Editorial Pisando Callos, Bogotá.
- BASTIDE, Roger, 1960 : *Religions africaines au Brésil*. Presses universitaires de France, Paris.
- DEPARTAMENTO ADMINISTRATIVO NACIONAL DE ESTADÍSTICA, UNIVERSIDAD DEL VALLE, 2010 : *Análisis regional de los principales indicadores sociodemográficos de la comunidad afrocolombiana e indígena a partir de la información del censo general de 2005*. Internet : <<http://www.dane.gov.co/censo/files/libroCenso2005nacional.pdf>> (consulté le 17 juillet 2012)
- DUARTE CÁCERES, Natalia, 2011 : « La responsabilidad social empresarial ¿Realidad o utopía? » in Camilo González Posso (dir.), *Megaminería y reasentamientos forzados* : 31-51. Indepaz, Bogotá.
- FAJARDO GÓMEZ, Remedios, 2007 : « Violación sistemática de los derechos humanos », in Aviva Chomsky, Garry Leech et Steve Striffler (dir.), *Bajo el Manto del Carbón. Pueblos y multinacionales en las minas de El Cerrejón, Colombia* : 17-30. Casa Editorial Pisando Callos, Bogotá.
- KLINE, Harvey, 1987 : *The Coal of El Cerrejón. Dependent Bargaining and Colombian Policy-Making*. The Pennsylvania State University Press, University Park.
- LEITER S.L., 2007 : « La Ética de El Cerrejón y las multinacionales », in Aviva Chomsky, Garry Leech et Steve Striffler (dir.), *Bajo el Manto del Carbón. Pueblos y multinacionales en las minas de El Cerrejón, Colombia* : 31-40. Casa Editorial Pisando Callos, Bogotá.
- MÚNERA RUIZ, Leopoldo, 1997 : *Relaciones de poder et mouvement populaire en Colombie (1968-1988)*. Bruylant-Academia. Louvain-la-Neuve.
- PICON, François-René, 1983 : *Pasteurs du Nouveau Monde. Adoption de l'élevage chez les Indiens guajiros*. Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, Paris.
- POGGE, Thomas, 2002 : *World Poverty and Human Rights*. Cambridge Press, Malden.
- PUERTA SYLVA, Claudia, 2005 : « Les rapports entre les Indiens wayuu et une multinationale minière : Nouvelles stratégies d'articulation local/global ». *Journées d'études doctorales EHESS : État et transnationalité : l'espace recomposé*. Document disponible sur Internet, <http://www.tazi.net/JFriedman/IMG/doc/Claudia_Puerta.doc> (consulté le 10 septembre 2011).
- , 2010 : « El proyecto del Cerrejón: un espacio relacional para los indígenas wayuu, la empresa minera y el Estado colombiano ». *Boletín de Antropología* 24(41) : 149-179.
- RIVERA GUTIÉRREZ, Alberto, 1990 : « El desarrollo como una manera de construir la realidad », in Gerardo Ardila (dir.), *La Guajira. De la memoria al porvenir, una visión antropológica* : 241-256. Universidad Nacional de Colombia, Bogotá.
- SAHLINS, Marshall, 2007 : *La découverte du vrai sauvage et autres essais*. Gallimard, Paris.
- SALER, Benson, 1986 : *Principios de Compensación y el Valor de las Personas en la Sociedad Guajira*. Universidad Católica Andres Bello, Caracas.
- SIMON, Lionel, [à paraître] : « Interfaces et périphéries. Gestions d'héritages multiples en perspective chez les Wayúu de Colombie », in Pierre-Joseph Laurent, Charlotte Bréda, Marie Derrider (dir.), *Modernité insécurisée*. Academia-L'Harmattan, Louvain-la-Neuve.
- SZEGEDY-MASZÁK, Ildikó, 2008 : « Corporate social responsibility, the example of the mining project Cerrejón and its relation with the indigenous group wayúu in Colombia ». *Vniversitas* 117 : 295-322.